

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article639>

Pro et antibrevets à Bruxelles : le forcing du lobbying

- Informatique - Software -



Date de mise en ligne : mercredi 6 juillet 2005

Spyworld Actu

Pro et antibrevets se sont affrontés dans des styles très différents, mais d'une amplitude exceptionnelle.

Le recrutement d'un ex-président du Parlement, des e-mails par milliers et des manifestations à Strasbourg et à Bruxelles : trois ans de lobbying sur la très polémique directive sur les brevets logiciels, c'est trois ans d'une lutte d'influence « d'une amplitude assez exceptionnelle », selon Xavier Dutrénit, assistant parlementaire du député socialiste Gilles Savary. Et une vraie confrontation de styles : plutôt institutionnel et traditionnel pour les grandes entreprises probrevets, et plus foutraque et individuel pour les opposants, regroupement hétéroclite de militants associatifs, de PME et de programmeurs isolés.

Ici, à Dijon, aux Rencontres mondiales du logiciel libre, sorte d'université d'été des geeks, ces fondus d'informatique, les dizaines de personnes présentes craignent l'instrumentalisation des brevets logiciels par les grandes entreprises. Bob sur la tête en train de pianoter sur son portable, Alexis, enseignant à Rome, a ainsi manifesté devant la présidence italienne. Frédéric, queue de cheval, T-shirt et sandales, a fait « plusieurs fois le voyage à Bruxelles pour des manifs à 300 ou 500 personnes ». A l'image du lobbying des antibrevets, ils ont tous les deux utilisé massivement l'Internet : des dizaines de sites décortiquant le texte, des envois massifs d'e-mails aux parlementaires européens...

Derrière l'apparent foutoir, la coalition des opposants a su aussi motiver des relais plus classiques. Un ex-fonctionnaire de la Commission, Philippe Aigrain, leur ouvre son carnet d'adresses. Les Verts, convaincus de la première heure, jouent les intermédiaires avec les autres partis. La Confédération européenne des PME (qui regroupe 500 000 firmes) les appuie, car elle craint que les grandes entreprises profitent des brevets pour bloquer la concurrence. Parmi les soutiens des antibrevets, on trouve même l'Open Society Institute, organisation fondée par l'ex-spéculateur George Soros, qui a financé la fédération pour une infrastructure informatique libre (FFII). Cette dernière s'est même payé un lobbyiste à plein temps à Bruxelles. « C'est le même symptôme que lors de la campagne du non en France, estime Mark MacGann, qui dirige l'Eicta, le lobby des grandes entreprises probrevets. Des éléments atomisés ont réussi à s'organiser à travers l'Europe grâce aux technologies modernes. »

Résultat ? Lors de la première lecture au Parlement en septembre 2003, les eurodéputés amendent la directive et bloquent les brevets logiciels. Pour les lobbies probrevets, c'est « une bonne gueule de bois » et l'échec du lobbying « pépère », poursuit MacGann. Changement de ton : les grands de l'industrie, jusque-là « aux abonnés absents », multiplient les pressions en prévision de la deuxième lecture au Parlement. Le mois dernier, tous les eurodéputés et leurs assistants reçoivent un e-mail titré Une glace gratuite !, les invitant à descendre dans la rue pour profiter de l'aubaine... et lire les documents expliquant pourquoi les brevets logiciels sont indispensables à l'économie. L'ex-président du Parlement, l'Irlandais Pat Cox, est recruté comme consultant par l'Eicta et bat les estrades. Hier midi, après le débat parlementaire, les députés déjeunant au bord du canal à Strasbourg ont même eu droit à une dernière piqûre de rappel : une vedette avec une bannière « Votez pour la directive sur les inventions mises en oeuvre par ordinateur » est passée devant eux.